

	Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
	Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

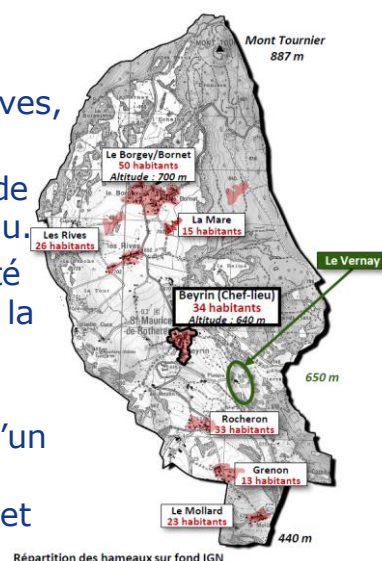
Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

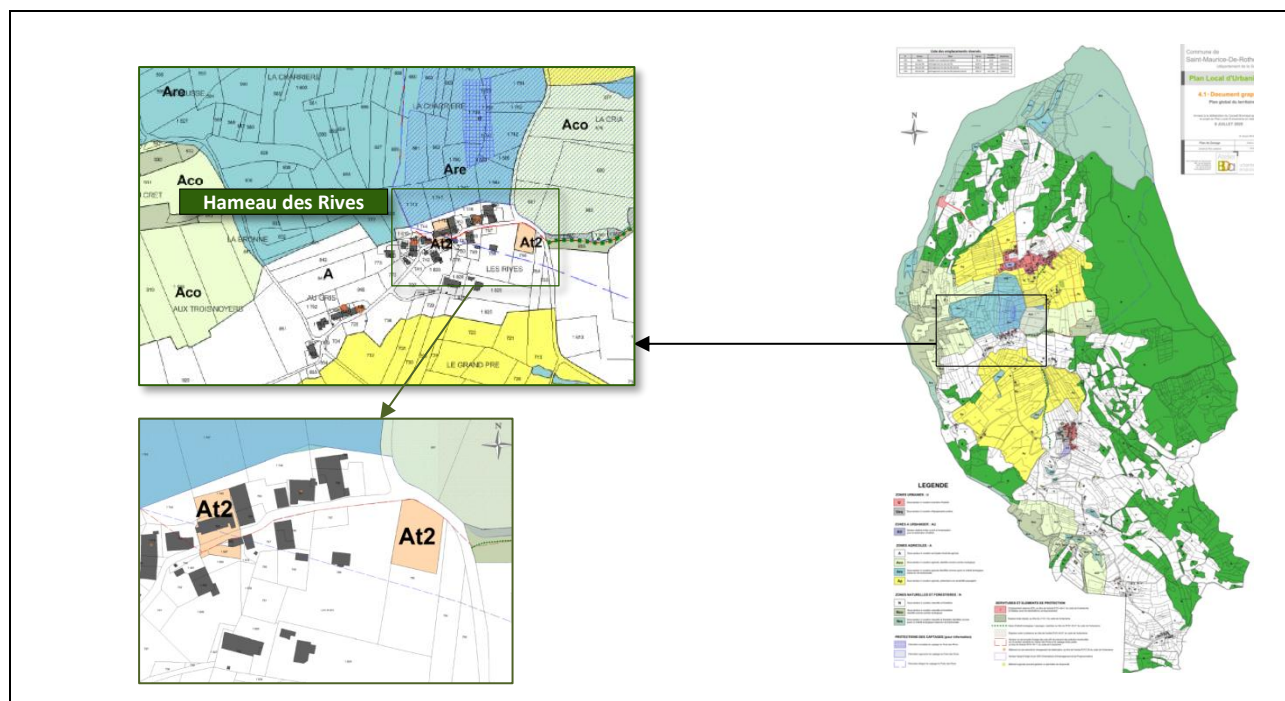
Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune nouvelle de Saint Genix les Villages
SIRET/SIREN
200 084 242 00011
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de Saint Genix les Villages 6 Rue du Faubourg 73240 Saint Genix les Villages 04 76 31 83 24
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Maire : Monsieur Jean Claude Paravy Directrice Générale des Services : Emilie NATON Tel. Mairie : 04 76 31 83 24

Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Fabienne BERNARD, chargée des affaires financières et secrétaire de la mairie déléguée de St Maurice de Rotherens – tel : 04 76 31 72 29 Bureau d'étude : Claudine Bonilla, Ecologue urbaniste
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Claudine Bonilla Tel : 06 70 13 74 32 c.bonilla@atelierbda.fr Adresse : 180 rue du Genevois - 73000 Chambéry
2. Identification du PLU

2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU de Saint Maurice de Rotherens commune déléguée de Saint Genix les Villages
2.2 Intitulé du document
Modification simplifiée n°2 (du PLU de Saint Maurice de Rotherens)
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
PLU de Saint Maurice de Rotherens approuvé le 9 juillet 2020, Commune nouvelle de Saint Genix les Villages https://saint-genix.fr
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Territoire de la commune déléguée de Saint Maurice de Rotherens.
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Le projet de modification simplifiée consiste à créer un STECAL pour encadrer une activité d'hébergement touristique et de restauration au sein du hameau des Rives, hameau classé en zone A. L'activité s'est développée autour d'un gîte de groupes de 4 et 11 lits existant, dans une ancienne forge du hameau. Le bâtiment a été réhabilité récemment avec une activité complémentaire de restauration pour 30 couverts, avec la création d'une terrasse d'environ de 40 m², alors que la déclaration préalable n'autorisait que 20 m². La commune souhaite donc régulariser par la création d'un STECAL encadrant les aménagements à la situation actuelle, après réhabilitation, et considérant que ce projet entre dans les orientations du PADD





3. Contexte de la planification

3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables

Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, nom du document et date d'approbation :

SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes, adopté par le Conseil régional les 19 et 20 décembre 2019, approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

Le territoire est-il couvert par un SCoT ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :

SCOT de l'Avant Pays Savoyard approuvé le 30 juin 2015.

Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?

SRCE approuvé le 16/07/2014

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale

Absence d'avis - 6 juin 2019
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Sans objet
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? ☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Sans objet
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle.
Sans objet
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale ☐ Oui ☒ Non
Sans objet
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Sans objet

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification simplifiée n°2
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
218 habitants (INSEE 2018)

4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	814,33 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
Zones U	7,07 ha	0,87 %	7,07 ha	0,87 %
Zones 1 AU	0,71 ha	0,087 %	0,71 ha	0,087 %
Zones 2 AU	0	0	0	0
Zones A	410,48 ha	50,40 %	410,48 ha	410,48 ha
Zones N	396,06 ha	48,64 %	396,06 ha	396,06 ha
Total	814,33 ha	99,99 %	814,33 ha	99,99 %

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

La première orientation est de dimensionner la capacité du PLU, en fonction de la croissance démographique (1 %/an) et desserrement des ménages. Le besoin est estimé à une vingtaine de logements supplémentaires, répartis en 6 logements en réhabilitation et une 15^{aine} de logements en construction neuve. Les moyens pour modérer la consommation d'espaces sont déclinés dans la seconde orientation du PADD : « Structurer le développement autour de la préservation des espaces ruraux et naturels ».

Cet objectif chiffré de modération de la consommation d'espaces pour l'habitat est le suivant : au maximum de 1,3 ha pour les 10 prochaines années

Pour y parvenir, cette orientation se décline en objectifs qualitatifs :

- Garantir la préservation de la trame verte et bleue du territoire, et des milieux naturels et notamment le marais des Rives,
- Maintenir les ouvertures paysagères
- Préserver les espaces naturels et agricoles en diminuant de manière significative l'emprise constructible selon les 3 axes :

- En réhabilitant le bâti ancien (estimé à 6 logements)
- En densifiant le chef-lieu et le hameau de Borgey/Bornet
- En limitant l'étalement des hameaux avec une seule zone d'extension, sur le chef-lieu, avec un cadrage de la densité d'environ 15 log/ha

Saint Maurice de Rotherens a souhaité également prévoir dans son « Orientation N°4 : Permettre des conditions d'accueil favorables et durables », une zone d'équipement, en grande partie déjà urbanisée et un tènement de 1500 m² (comprenant une petite construction) faisant le lien avec la zone d'extension du chef-lieu. La consommation d'espaces à vocation d'équipement sera d'au maximum 0,15 ha (correspondant à l'emprise du tènement foncier).

4.3 Caractéristiques de la procédure
4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure
Création d'un STECAL pour régulariser et encadrer une activité touristique développée dans un hameau classé A, les Rives, dont un des bâtiments situé en son cœur, a été réhabilité dans le cadre d'une déclaration de travaux, avec la création d'une seconde terrasse de 20 m² alors que la surface réalisée est supérieure, avec d'un peu moins de 40 m². Le STECAL permettra également d'encadrer la surface dédiée au stationnement, le règlement de la zone A n'étant pas précis. Il est proposé d'encadrer la règle pour ce STECAL et pour l'ensemble des zones A.
4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions
☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Sans objet
Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ? ☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Sans objet
4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs
☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Sans objet
4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé ☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Sans objet
- de déclasser un espace boisé classé ☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie

Sans objet
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers ☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Sans objet
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier ☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Sans objet
- de créer de nouvelles protections environnementales ☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Sans objet
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels ☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Sans objet
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Sans objet.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : ☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Sans objet.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : ☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Sans objet.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Sans objet.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Sans objet.
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales
☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser les effets
Sans objet

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	☒	☐	Le territoire de Saint Maurice de Rotherens est situé en totalité en zone de montagne
Les dispositions de la loi littoral	☐	☒	Sans objet
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	☒	☐	Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant-pays savoyard (FR8201770)
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet

Annexe II

Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	☐	☒	Sans objet
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	☐	☒	Sans objet
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	☐	☒	Sans objet
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	☒	☐	Marais des Rives Zone humide de Rocheron Talus sous Beyrin Les rives sud Les serus Les Vires, la Broche La mare Ruisseau de St Maurice de Rotherens

Annexe II

Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	☒	☐	2 corridors biologiques identifiés par le SCOT
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	☒	☐	ZNIEFF 2 : Chainon du Mont Tournier ZNIEFF 1 : Chaîne du mont Tournier et gorges de la Balme ZNIEFF 1 : Marais des Rives ZNIEFF 1 : Pelouses sèches de Grésin
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	☐	☒	Sans objet
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	☐	☒	Sans objet
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	☐	☒	Sans objet
Autre protection	☐	☒	Sans objet
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	☐	☒	Sans objet. Le secteur sera un STECAL pour régulariser une terrasse (60 m ² maximum, correspondant aux 2 terrasses de 20 m ² et de 38 m ² environ.
Les dispositions de la loi littoral	☐	☒	Sans objet

Annexe II

Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	☐	☒	Sans objet
Autre protection	☐	☒	Sans objet

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	☐	☒	Sans objet
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	☐	☒	Sans objet
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	☐	☒	Sans objet
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	☐	☒	Sans objet
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	☐	☒	Sans objet
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	☐	☒	Sans objet
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	☐	☒	Sans objet
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	☐	☒	Sans objet
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	☐	☒	Sans objet
Autre protection	☐	☒	Sans objet
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public			

sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

Sans objet

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Transmis aux PPA le 4 novembre 2025

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Sans objet

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

- ☐ Oui
☒ Non

- participation du public par voie électronique

- ☐ Oui
☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

Sans objet

- autre, préciser les modalités

Mise à disposition du public

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Sans objet

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus
(personne publique responsable)

Fait à	Saint Genix les Villages	le,	25 novembre 2025
Nom	Monsieur Paravy	Prénom	Jean Claude
Qualité	Maire de la commune nouvelle de Saint Genix les Villages		

Signature

